



Après la victoire de son camp aux législatives, le Président a les mains libres. Mais il entend diriger lui-même la guerre éclair politique des premières réformes à venir. Aucun détail n'est laissé au hasard. Le verrouillage est minutieusement organisé.

# LES RÉSEAUX MACRON

*Fort d'une confortable majorité, le Président pourrait prendre de la hauteur et laisser faire son gouvernement. Mais il entend tout contrôler et se comporte déjà en hyperprésident pressant.*

PAR VINCENT NOUZILLE

**E**

t ta feuille de route, elle en est où ? » Tous les jours, Emmanuel Macron envoie des SMS à chacun des ministres de son gouvernement pour s'enquérir de leur programme. S'enquérir n'est pas le bon

terme. « Il nous met une pression maximale », murmure un ministre, surpris de ce harcèlement quotidien, voire nocturne, d'un président pressé d'agir. Après sa campagne tonitruante, sa victoire chamboule-tout et la vague des législatives, le nouvel élu pourrait savourer son succès et s'en tenir à sa ligne de conduite présidentielle annoncée : il fixe le cap, prend de la hauteur, garde la distance tandis que le gouvernement, fort de sa large majorité, lance sans attendre ses grands chantiers prévus sur la moralisation de la vie politique, le droit du travail, la sécurité, le chômage, la fiscalité. Bref, le président préside et le gouvernement gouverne.

Mais non. Confiant en son étoile, entouré d'une équipe de jeunes sabras bouillonnants, de technocrates sûrs, d'éminences grises et d'amis très influents, Emmanuel Macron veut diriger lui-même le blitzkrieg politico-législatif qui se profile. Avec ses réseaux (voir p.44), il entend tout contrôler depuis l'Elysée. Tout verrouiller pour que rien ne lui échappe. Éviter les faux pas et ne pas répéter les erreurs commises par ses deux prédécesseurs au début de leur mandat : improvisations, temps perdu, demi-mesures, communication

relâchée. « Il a retenu ces leçons. Il sait écouter et apprendre », note un consultant en communication qui le connaît. Les premiers couacs sur les affaires et les tensions avec François Bayrou sur sa liberté de parole montrent pourtant que le parcours sans fautes initial a déjà quelques ratés. Emmanuel Macron marche sur ses œufs. « Une majorité de Français semblent apprécier ses premiers pas et se disent qu'il faut lui donner sa chance. Mais il doit rapidement avoir des résultats concrets », constate Brice Teinturier, le directeur général délégué d'Ipsos France. Alors le Président, sous son allure souriante, impose son emprise, son rythme, son style, ses hommes. Macron est déjà hyperprésident sans oser le dire. « Il veut gérer avec des rénes courtes, se rapprochant du mode de fonctionnement de la V<sup>e</sup> République le plus présidentialiste, un peu comme Giscard en 1974 », estime Jean-Michel Eymeri-Douzans, professeur des universités à Sciences-Po-Toulouse et coauteur de l'ouvrage collectif *Le Règne des entourages* (Presses de Sciences Po).

**Premier signe de ce verrouillage :** avant même la composition du premier gouvernement d'Edouard Philippe, il avait déjà toute son architecture en tête. Avec son bras droit Alexis Kohler, nommé secrétaire général de l'Elysée – le seul de ses proches avec qui il parle d'égal à égal –, Emmanuel Macron avait même prévu pour chaque ministre le nom de son futur directeur de cabinet. Des listes d'énarques sûrs avaient été dressées dans ce but, notamment pour les ministres issus de la société civile, sans expérience de la machinerie



Emmanuel Macron, avec Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, et le Premier ministre, Edouard Philippe. L'Elysée étend son domaine réservé.

## LES FRANCS-MAÇONS SUR LA TOUCHE

L'arrivée Place Beauvau de Gérard Collomb, maire de Lyon et membre affiché du Grand Orient de France (GODF), pourrait laisser croire que les « frères » connaissent une nouvelle heure de gloire avec l'élection d'Emmanuel Macron. D'autant que le ministère de l'Intérieur est un fief de francs-maçons. Mais l'édile du Rhône fait presque figure d'exception, avec le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, autre frère connu, dans les réseaux du pouvoir macronien. Certes, le candidat Macron était venu « plancher » dans le temple Groussier de la rue Cadet, siège du GODF, en juin 2016. Et le GODF et la Grande Loge de France (GLDF), deux des principales obédiences, ont appelé à voter Macron contre Le Pen en mai. Mais, globalement, les frères ont perdu de leur influence. Alors ministre de l'Economie,

Emmanuel Macron avait affronté les réseaux francs-maçons qui soutenaient le président d'EDF Henri Proglio. Il en a gardé un mauvais souvenir. Il a évincé l'ancien directeur de cabinet de Le Drian, Cédric Lewandowski, branché sur ces réseaux, qui vient de retourner chez EDF. Jean-Paul Delevoye, président de la commission d'investiture des candidats d'En Marche !, réputé initié, a joué un rôle majeur dans la campagne, sans rejoindre le gouvernement. A l'Assemblée, nombre d'élus socialistes habitués des temples ont disparu, dont le député du Nord Christian Bataille, pilier de la Fraternelle parlementaire. Les jeunes qui ont forgé En Marche ! ne sont guère investis dans la franc-maçonnerie, que l'on intègre souvent au-delà de la quarantaine. Ils sont plutôt actifs dans les associations d'anciens élèves des grandes écoles dont ils sont issus.

V. N.

symbolisant aussi le déclin des francs-maçons dans la galaxie du pouvoir (*lire ci-dessus*). De plus, le ministère a été renommé « ministère des Armées », pour signifier que la Défense est désormais pilotée par l'Elysée. Preuve de cette tutelle : l'éphémère titulaire du poste, la centriste Sylvie Goulard, avait reçu des consignes impératives de la part du Président : c'est lui, par exemple, qui l'avait envoyée en visite express le 5 juin au Caire pour rassurer le président égyptien al-Sissi sur la coopération dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Autre signe palpable de cet hyperpouvoir élyséen : l'instauration du nouveau Centre national de contre-terrorisme (CNCT) qui sera rattaché directement au président. L'idée d'une « task force anti-Daech » avait été émise tardivement par le candidat durant sa campagne, sans que l'on en saisisse le contour exact. Tout juste installé rue du Faubourg-Saint-Honoré, le Président a tout de suite mis ce dossier en chantier, les attentats de Manchester et de Londres ayant ravivé l'urgence sécuritaire. Il aurait pu opter pour une task force rattachée à Matignon, dans l'orbite du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) qui s'occupe déjà de ces sujets. Ou pour un simple renforcement des structures d'échanges existant déjà entre les différents services de renseignement (DGSI ou DGSE) comme l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) au sein de la police nationale, ou la cellule Allat, basée au siège de la DGSI à Levallois-  
 ↳



YVAN VALAT/EM/MANPPP

## UNE GARDE RAPPROCHÉE QUI DÉCIDE DE TOUT

Un groupe de conseillers surdiplômés entoure le Président qui les consulte plusieurs fois par jour sur tous les sujets.

Certains les appellent déjà « la firme ». Ce surnom avait déjà été donné en 2007 au premier rang des fidèles de Nicolas Sarkozy. Un autre noyau dur de lieutenants s'est constitué depuis plus d'un an autour d'Emmanuel Macron. « Une garde rapprochée, avec lequel il échange en permanence et décide de tout », analyse un pilier du mouvement d'En Marche ! qui les a vus fonctionner « en bande organisée ». Outre Brigitte Macron, hors catégorie, épouse et sparring-partner permanente aux apparitions millimétrées, une poignée de ces (très) jeunes sabras ont suivi leur « patron » à l'Elysée. Aux premiers rangs figurent un trio composé d'Ismaël Emelien, Sylvain Fort et Stéphane Séjourné. Le premier, 30 ans, est sa véritable « boîte à idées » (*lire ci-dessous*). Le deuxième, Sylvain Fort, 45 ans, normalien agrégé de français et docteur ès lettres, passé par BNP Paribas et l'agence de com'DGM, est la plume

pointue du président, à l'instar d'un Henri Guaino sous Sarkozy. Enfin Stéphane Séjourné, 32 ans, ex-PS, diplômé de droit et ancien conseiller parlementaire de Macron à Bercy, occupe le poste de conseiller politique, autrement dit des contacts avec l'équipe d'En Marche !, et les nouveaux élus. Emmanuel Macron consulte ce trio de choc plusieurs fois par jour. Il échange surtout en continu avec Alexis Kohler, son ex-directeur de cabinet à Bercy, devenu son inséparable binôme, comme secrétaire général de l'Elysée. A 44 ans, ce surdiplômé (Sciences-Po, ENA, Essec) formé au Trésor, pilote toute la machinerie élyséenne. A ce quatuor, s'ajoute son ancien trésorier de campagne Cédric O, un HEC de 34 ans, chargé du numérique, ainsi que trois autres de ses anciens conseillers à Bercy, l'énarque spécialiste des dossiers européens Clément Beaune, 35 ans, le jeune romancier Quentin Lafay, 27 ans, qui écrit pour Ismaël

De gauche à droite : Jean-Marie Girier, Julien Denormandie, Sibeth Ndiaye, Ismaël Emelien, Sylvain Fort, Benjamin Griveaux, Richard Ferrand, Arnaud Leroy... tout à droite : Stéphane Séjourné et Bariza Khiari.

Emelien, et la communicante Sibeth Ndiaye, 37 ans, passée par le cabinet de Montebourg et de Macron à Bercy, avant de se mettre En Marche ! D'autres membres de « la firme » servent aussi la machine Macron. Orchestrator de la campagne, Jean-Marie Girier, 32 ans, diplômé de sciences politiques et de communication, est chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb – pour lequel il a déjà travaillé à Lyon. L'ex-strauss-kahnien Benjamin Griveaux (Sciences-Po, HEC), 39 ans, actuel porte-parole du parti présidentiel, élu député à Paris, doit prendre la tête du mouvement cet été. Il aura peut-être l'aide de Julien Denormandie, un ingénieur titulaire d'un MBA d'économie de 36 ans, qui a œuvré avec Macron au ministère de l'Economie. Et de Grégoire Potton, 28 ans, un ex-PS, diplômé de droit (Panthéon-Assas) passé par le cabinet de Thierry Mandon, avant de devenir directeur des affaires générales du mouvement. Leur nouvelle mission : installer durablement ce nouveau parti dans le paysage.

A ce premier cercle, on peut ajouter l'expert des réseaux sociaux Mounir Mahjoubi, 33 ans, élu député à Paris, secrétaire d'Etat au numérique, Pierre Person, 28 ans, et Sacha Houlié, 29 ans, deux des fondateurs des Jeunes avec Macron, respectivement élu député à Paris et dans la Vienne, ainsi que des piliers politiques venus des rangs du PS comme Arnaud Leroy, 41 ans, Christophe Castaner, 51 ans, et Richard Ferrand, 54 ans, qui pourrait diriger le groupe En Marche ! à l'Assemblée nationale. ■ V. N.

## ISMAËL EMELIEN, LA BOÎTE À IDÉES

A 30 ans, ce conseiller en communication joue un rôle de pivot auprès d'Emmanuel Macron depuis plusieurs années. Formé à la politique et à la com' par les strauss-kahniens Gilles Finchelstein

(Fondation Jean-Jaurès) et Stéphane Fouks (Havas), il épaulait Emmanuel Macron au ministère de l'Economie en 2014. Il a préparé en secret dès la fin de 2015 le lancement du mouvement En Marche ! et il est devenu son

stratège de campagne. « C'est son véritable compagnon de route », commente un membre du cercle rapproché. Lunettes et look d'étudiant, Ismaël Emelien est un taiseux qui phosphore, notamment sur la posture jupitérienne de son

patron et la distance avec les médias. A l'Elysée, il est chargé notamment de lui trouver de « nouvelles idées », un peu sur le modèle de Jacques Attali sous Mitterrand ou d'Aquilino Morelle sous Hollande.

V. N.

# DES HAUTS FONCTIONNAIRES SOUS TENSION



Perret. Mais le Président a voulu assumer personnellement ce pilotage de la lutte antiterroriste, en créant ce CNCT auprès de lui. Dirigé par Pierre de Bousquet de Florian, un ancien patron de la DST (ancêtre de la DGSI), il devra travailler en étroite liaison avec les nouveaux chefs de la DGSI et de la DGSE, le préfet Laurent Nuñez et le diplomate Bernard Emié. Trois hommes choisis par Emmanuel Macron pour leur capacité à s'entendre. Et à lui rendre compte de toute menace terroriste. 24 heures sur 24.

Tout en étendant ainsi son domaine réservé, le président a aussi inauguré une méthode de contrôle de l'appareil d'Etat beaucoup plus stricte : la « mise sous tension » des principaux postes de direction de la haute fonction publique. Connaissant les lourdeurs de l'Administration et les lenteurs à mettre en œuvre des lois votées – un tiers seulement des décrets de la loi Macron d'août 2015 étaient publiés six mois après sa promulgation, contre 80 % promis ! –, l'ancien ministre de l'Economie veut secouer le cocotier. « Cette fois-ci, on n'a pas le droit d'échouer », a-t-il expliqué durant sa campagne en justifiant l'annonce de cette « mise en tension » des directeurs des ministères. Autrement dit : une épée de Damoclès pèse sur la tête de plus de 200 hauts fonctionnaires dont les postes sont « à discrétion du gouvernement ». Alors que les cabinets ministériels ont été réduits à dix membres, ces directeurs seront en première ligne pour appliquer les réformes. Ils devront se montrer efficaces et loyaux pour être confirmés dans leurs postes d'ici à 6 mois. Sinon, ils pourront être révoqués. « Pour la première fois, c'est annoncé de manière cash par le Président, probablement pour montrer son volontarisme politique », commente Jean-Michel Eymeri-Douzans. Déjà, certains ont reçu des « feuilles de route » avec des objectifs précis, édictés par l'Elysée. Des premières têtes pourraient d'ailleurs tomber rapidement, notamment au ministère de l'Intérieur, à l'Education nationale, à Bercy ou au secrétariat général du gouvernement. Au risque de prêter le flanc à des soupçons de chasse aux sorcières.

**Enfin, Emmanuel Macron exige le strict respect** de nouvelles règles en matière de communication. Les ministres sont priés de faire relire toutes leurs interviews par l'Elysée. Les conseillers et les hauts fonctionnaires ne doivent plus recevoir de journalistes pour les alimenter sans retenue en confidences « off the record ». « Si je vous parle, je suis cuit. L'Elysée me surveille », confie, inquiet, un directeur d'un ministère important. Un propos qui en dit long sur l'état d'esprit des conseillers du président. La retenue est censée permettre une meilleure coordination. Tâche compliquée quand certains ministres, comme François Bayrou, n'en font déjà qu'à leur tête. Mais le Président entend bien gérer à sa manière les « bavardages » qui ont pollué tout le mandat de François Hollande. Un habitué des antichambres du pouvoir l'assure : « Macron est un guerrier. Il ne fera aucun cadeau. »

■ VINCENT NOUZILLE

PHOTOS : GEBUSSENACLE FIGARO MAGAZINE, S.SIRIANO-L'ESPRESSO, F.EROUHON/LE FIGARO, HENRI SZWARCZ/AGFCA, BALUS PRESS/ARCA, LUDOVIC/REA, CH. MORIN/S.E. LA MOUSSONNIÈRE/FP/ANAPPP, J. JOSEBY SMITH/ADAMOUE FIGARO, ILLUSTRATION : JOURNAL CALLIGUO

# DES TECHNOCRATES SÛRS QUI TIENNENT L'APPAREIL D'ÉTAT



DENIS ALLARD/REA

**Alexis Kohler (de face), secrétaire général de l'Elysée, 44 ans, diplômé de Sciences-Po, de l'Essec et de l'ENA.**

**Une kyrielle d'énarques, issus notamment des cabinets de droite et de l'entourage de Chirac, sont aux postes clés.**

**I**l y a des énarques partout ! » Cette remarque d'un visiteur du soir n'est pas fautive. Emmanuel Macron, lui-même énarque et inspecteur des Finances, n'a pas choisi l'originalité ou la variété des parcours pour diriger l'appareil d'Etat. Il a misé sur une nuée d'énarques solides et loyaux, à commencer par le secrétaire général de la présidence Alexis Kohler, issu du Trésor, membre de sa garde rapprochée (*lire p. 43*), et la secrétaire générale adjointe Anne de Baysier, 47 ans, énarque et diplômée de l'Edhec, ancienne collaboratrice d'Anne Hidalgo à la Mairie de Paris, chargée des dossiers économiques. Aux côtés d'Alexis Kohler, le préfet Patrick Strzoda joue le rôle central de directeur de cabinet (*lire ci-contre*). Il va côtoyer à l'Elysée le nouveau coordinateur du renseignement et de la lutte antiterroriste, le préfet Pierre de Bousquet de Florian, 63 ans, ancien conseiller du président Chirac et ex-patron de la DST (ancêtre de la DGSI). La cellule diplomatique, elle, est dirigée, par l'énarque et normalien Philippe Etienne, 61 ans, agrégé de mathématiques et diplômé de l'Inalco. Ce conseiller diplomatique est coutumier des arcanes de l'Europe, puisqu'il a été directeur de cabinet de Bernard Kouchner au Quai, ex-représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et ambassadeur en Allemagne.

Depuis l'Elysée, ces grands commis de l'Etat sont en ligne directe avec le cabinet du ministre des Affaires étrangères piloté par l'ancien ambassadeur au Liban Emmanuel Bonne, et avec celui du ministère des Armées, dirigé par l'énarque diplomate Martin Briens, ancien numéro deux du cabinet de

Laurent Fabius au Quai passé par la direction de la stratégie de la DGSE. Ils ont également l'accès facile avec le préfet Laurent Nuñez, 53 ans, réputé bon organisateur, qui a dirigé le cabinet du préfet de police de Paris, nommé à la tête de la DGSI. Ainsi qu'avec l'ambassadeur Bernard Emié, 59 ans, énarque expert du Moyen-Orient, autre ancien conseiller de Chirac, nommé à la tête de la DGSE. Et rien ne leur échappera de ce qui se passe Place Beauvau, grâce au préfet Stéphane Frattacci, 53 ans (énarque et diplômé de HEC), un autre homme d'ordre qui pilote l'équipe de Gérard Collomb. Stéphane Frattacci est secondé par Nicolas Lerner, un sous-préfet de 39 ans qui a travaillé au cabinet du préfet de police de Paris et comme responsable de la sécurité publique en Corse. Il est surtout diplômé de la promotion Léopold Sédar Senghor de l'ENA (2004), comme Emmanuel Macron. Issu du vivier « Senghor », Aurélien Lechevallier, diplomate passé par la Mairie de Paris, a rallié la cellule diplomatique.

Certains piliers des autres cabinets ministériels ont des profils marqués par des passages dans des cabinets de droite. Edouard Philippe a imposé son directeur de cabinet Benoît Ribadeau-Dumas, un polytechnicien major de l'ENA de 45 ans, qui a travaillé avec Jean-Pierre Raffarin entre 2002 et 2004, et son directeur adjoint, Thomas Fatome (HEC, ENA), passé au ministère de l'Economie avec Christine Lagarde et à l'Elysée sous Sarkozy. Un parcours similaire à celui d'Emmanuel Moulin (Essec, ENA), 48 ans, directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy, et son adjoint, l'énarque normalien Bertrand Dumont, 44 ans. Plusieurs anciens conseillers de Xavier Bertrand se retrouvent également à des postes clés, comme l'avocat Franck Morel (HEC, ENA), conseiller social à Matignon, l'économiste Pierre-André Imbert, 46 ans, son homologue à l'Elysée, et Antoine Foucher, 36 ans, directeur de cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. ■ V.N.

## PATRICK STRZODA, LE DISCRET BRAS DROIT



MIGUEL MEDINA/JFP

**A**défaut d'avoir convaincu le conseiller d'Etat Christian Vigouroux, vétéran des équipes Guigou et Taubira à la

Chancellerie, de diriger son cabinet à l'Elysée, Emmanuel Macron a choisi un préfet, Patrick Strzoda, pour occuper ce poste stratégique. Cet énarque de 65 ans est rompu aux coulisses de l'Administration, puisqu'il a été en poste dans les Hauts-de-Seine, en Corse et en Bretagne, avant de diriger en 2016 le cabinet du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Avec Alexis Kohler, il aura un œil sur le renseignement, sur les directeurs de cabinet des ministres ainsi que sur les nominations. ■ V.N.

# DES CONSEILLERS DE L'OMBRE QUI AIDENT LE PRÉSIDENT

*Economistes, policiers, magistrats et experts continuent de murmurer à l'oreille du Président, hors des circuits officiels.*

**D**errière l'apparence novice du mouvement En Marche !, né en avril 2016, Emmanuel Macron a méthodiquement construit une armée de l'ombre : près de 400 experts se sont mobilisés secrètement durant toute la campagne pour lui préparer des fiches et son programme sur tous les thèmes. Parmi eux, une poignée a déjà rallié l'Élysée et certains ministères. Conseiller économique et ami intime du couple Macron, Marc Ferracci a ainsi rejoint le cabinet de Muriel Pénicaud, tandis que son épouse Sophie a été nommée chef de cabinet de la ministre de la Santé Agnès Buzyn. Mais, comme l'un des mentors du Président, Jacques Attali, la plupart de ces éminences grises restent hors des circuits actuels de l'exécutif, tout en étant prêts à répondre aux sollicitations de l'Élysée. C'est bien sûr le cas de son équipe d'économistes, pilotée durant la campagne par Jean Pisani-Ferry, un ancien collaborateur de DSK à Bercy, qui se verra sans doute confier une mission importante dans les prochains mois. Les autres, tels que Philippe Martin (Sciences Po), Philippe Aghion (Collège de France), Elie Cohen (CNRS), Jacques Delpla (Ecole d'économie de Toulouse), restent disponibles à tout instant. Dirigeant le think tank progressiste Terra Nova, Thierry Pech continue de nourrir les idées du Président, notamment sur la fiscalité. Tout comme Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, le think tank libéral présidé par Henri de Castries (Axa) (*lire ci-dessous*).

De la même façon, les experts de la Défense, qui ont élaboré les propositions du candidat, comme François Heisbourg, président de l'Institut international d'études stratégiques basé à Londres, et Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, continuent de suivre ces sujets pour les équipes en place. Gilles Sanson, inspecteur général de l'administration, « monsieur Sécurité » de la campagne, garde un œil sur



ALEXANDRE MARCHI/MANPPP

**Jean Pisani-Ferry a préparé le programme économique du président. Il devrait se voir confier une mission officielle.**

les sujets sensibles, tout comme l'ancien directeur de la DGSE Jean-Claude Cousseran sur la diplomatie ou le renseignement, et les ex-magistrats antiterroristes Michel Debacq et Jean-Louis Bruguière sur les thèmes du terrorisme et de la justice. Homme clé du programme de Macron sur ces sujets régaliens, le conseiller d'Etat Didier Casas a repris ses fonctions de numéro deux de Bouygues Telecom, sans perdre le contact avec son ami Président. Tout comme l'essayiste libéral et consultant Mathieu Laine (Altermind), grand utilisateur de la messagerie Telegram avec le locataire de l'Élysée. Expert des syndicats, Philippe Grangeon, actuellement directeur de la communication et conseiller du PDG de Capgemini, et le consultant Robert Zarader (Equancy), ex-proche de Hollande, le conseillent aussi en coulisses. ■ V. N.

## LAURENT BICORGNE, L'INSPIRATEUR LIBÉRAL



HAMILTON/REA

**C**hantre des expertises transpartisanes, Laurent Bigorgne est un ami d'Emmanuel Macron et l'un des inspireurs de son programme social-libéral. Ancien bras droit de Richard Descoings, le transgressif patron de Sciences-Po décédé en 2012, ce natif d'Épinal, diplômé de sciences politiques et agrégé d'histoire, a

été repéré par Claude Bébear, ex-patron d'Axa pour son think tank libéral l'Institut Montaigne. Laurent Bigorgne en a pris les rênes en 2010, multipliant les rapports et propositions, par exemple sur les banlieues et l'éducation, avec l'aide de nombreux experts, dont Jean-Michel Blanquer, le nouveau ministre en charge de ce sujet.

Hébergeant chez lui la première structure d'En Marche !, Laurent Bigorgne s'est ensuite fait plus discret pour ne pas obérer la neutralité officielle de l'Institut Montaigne. Mais il a continué d'aider son candidat favori, tandis que l'actuel président de l'Institut, Henri de Castries (Axa), soutenait ouvertement François Fillon. ■ V. N.

# DES AMIS DANS LES AFFAIRES QUI INFLUENCENT SA LIGNE RÉFORMISTE



DENIS ALLARD/REA

**Emmanuel Macron avec Xavier Niel, fondateur de Free, en visite en octobre 2015 à l'école 42 que ce dernier a créée.**

**De Rothschild à Bercy, le Président s'est constitué un carnet d'adresses hors pair d'entrepreneurs qui soutiennent ses projets.**

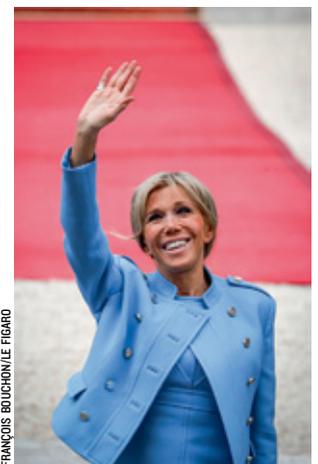
**A**vant même de rentrer dans l'arène politique, Emmanuel Macron disposait déjà d'un prestigieux aréopage d'amis dans le monde des affaires, qui ont influencé ses orientations sociales-libérales. Ceux-ci vont peser de tout leur poids pour préserver cette ligne, notamment par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, qui connaît bien le monde de l'entreprise pour avoir travaillé chez le croisiériste MSC, et de son adjointe, Anne de Bayser. L'incontournable Jacques Attali, qui l'avait choisi en 2007 pour le seconder à la Commission pour la libération de la croissance française, l'incite à engager des réformes audacieuses. Emmanuel Macron partage des moments de détente avec le financier Serge Weinberg (Weinberg Capital Partners), président du conseil de Sanofi, et l'avocat Jean-Michel Darrois, conseil d'une bonne partie du CAC 40, deux hommes qui l'avaient introduit en 2008 auprès de la banque Rothschild & Cie. Ses trois années aux côtés de David de Rothschild lui ont permis de côtoyer des VIP, comme Peter Brabeck, PDG de Nestlé, Thierry Breton, patron d'Atos, Philippe Brassac, directeur du Crédit agricole, qui le couvent d'un œil amical. Ses fonctions de secrétaire général adjoint à l'Élysée à partir de 2012, puis de ministre de l'Économie en 2014, lui ont permis d'élargir son cercle de grands patrons, de Henri de Castries (Axa), à Bernard Arnault (LVMH) qui habille son épouse (*lire ci-contre*) et a appelé publiquement, dans *Le Figaro*, à voter pour lui le 7 mai. Il écoute également les influents entrepreneurs de la nouvelle économie, comme Xavier Niel (Iliad, Free), Marc Simoncini

(Meetic), Jacques-Antoine Granjon (Vente-privée.com) et Frédéric Mazzella (BlaBlaCar). Ex-banquier d'affaires star de Morgan Stanley, Bernard Mourad, qui a longtemps travaillé pour Patrick Drahi (Altice-SFR), a rejoint l'équipe de campagne d'En Marche ! et garde le contact avec le Président. D'autres figures du business font de même, comme Françoise Holder (Paul, Ladurée), la startupeuse Axelle Tessandier (AXL Agency), le Lyonnais Bruno Bonnell (Infogrames), élu député dans le Rhône, l'énarque financier Sébastien Veil (Advent International), ou d'anciens ministres reconvertis tels qu'Anne-Marie Idrac (ex-SNCF, ex-RATP) ou Renaud Dutreil (FTI). Il a aussi noué des échanges réguliers avec David Azéma (Perella Weinberg Partners), ancien patron de l'Agence des participations de l'État, passé notamment chez Eurostar, Vinci et à la SNCF, actuel vice-président de l'Institut Montaigne, le think tank libéral d'Henri de Castries, dirigé par Laurent Bigorgne, un ami d'Emmanuel Macron. Tous lui font passer des messages probusiness, pour ne rien lâcher sur la réforme du code du travail, alléger les charges sociales et réduire les déficits publics.

Les membres de son entourage et de son gouvernement pèsent également dans ce sens, beaucoup ayant une expérience du monde des affaires, notamment Benjamin Griveaux chez Unibail-Rodamco, Edouard Philippe chez Areva, la ministre du Travail Muriel Pénicaud chez Dassault Systèmes et Danone, et le directeur de cabinet de cette dernière, Antoine Foucher, ex-directeur adjoint du Medef et expert des relations sociales. ■ **V. N.**

## BERNARD ARNAULT HABILLE LA PREMIÈRE DAME

**C**'est au cours d'un voyage à Los Angeles en 2014 que Brigitte Trogneux-Macron a rencontré Delphine Arnault, la fille du milliardaire du luxe Bernard Arnault (LVMH), et son compagnon Xavier Niel (PDG d'Iliad et fondateur de Free), le *business angel* français. Le courant est passé entre Brigitte et Delphine, qui est aussi directrice générale adjointe de Louis Vuitton. L'épouse du ministre de l'Économie d'alors a accepté que Louis Vuitton lui prête des vêtements, comme à d'autres VIP. Des tenues – comme l'ensemble bleu lavande signé Nicolas Ghesquière qu'elle portait le jour de l'investiture de son mari –



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

pour les soirées officielles, voyages et autres représentations publiques, qui sont naturellement rendues ensuite. Mais qui constituent une belle promotion pour le groupe LVMH. ■ **V. N.**

# DE PUISSANTS RELAIS DANS LES MÉDIAS ET LES MILIEUX CULTURELS

*Le Président fuit les médias qui lui sont pourtant globalement favorables. Il préfère côtoyer artistes et intellectuels.*

**L**a posture « jupitérienne » avec laquelle Emmanuel Macron a débuté son mandat a surpris nombre de médias, qui n'ont pas saisi immédiatement que le nouveau président voulait à tout prix s'éloigner de son prédécesseur, jugé trop connivent avec la presse. La maladresse élyséenne sur sa volonté d'imposer certains noms de journalistes lors de ses déplacements a provoqué des tensions entre plusieurs rédactions et le service de com' de l'Elysée dirigé par Sibeth Ndiaye. Le fossé se creuse car les nouvelles règles ont du mal à passer. Mais cela n'empêche pas la « macronmania » d'occuper les médias. « *J'ai fait beaucoup de couvertures parce que je fais vendre. Comme une lessive* », a expliqué le candidat dans le magazine de France 2 « Envoyé spécial » consacré à sa campagne. Le nouveau chef de l'Etat sait s'en servir, comme il l'a fait avec la journaliste Laurence Haïm (ex-i-Télé), réputée proche de Barack Obama. Il apprécie la bienveillance vigilante de certains journaux comme *L'Obs* ou *Le Point*, ou l'appui visible d'éditorialistes comme Bruno Roger-Petit (*Challenges*). Mais il ne fréquente guère (pour le moment) les journalistes politiques, préférant sculpter son image glamour, notamment avec l'aide de Michèle Marchand, de l'agence photo Bestimage, qui a orchestré les reportages people du couple Macron pour des magazines comme *Paris Match* et *Gala*. L'écrivain Philippe Besson a suivi la campagne pour en faire la narration romanesque.

En réalité, Emmanuel Macron, titulaire d'un DEA de philo et ancien assistant du philosophe Paul Ricœur, apprécie davantage l'échange d'idées avec des intellectuels et des artistes, comme l'académicien Erik Orsenna, l'ancien directeur de la revue *Esprit* Olivier Mongin, le sociologue Jean Viard (candidat à la députation, battu dans le Vaucluse), le producteur de théâtre Jean-Marc Dumontet, l'égérie Line Renaud, l'écrivain Michel



ERIC FEFERBERG/AFP

**Brigitte Trogneux-Macron avec Michèle Marchand, patronne de Bestimage, qui connaît par cœur la presse people.**

Houellebecq, l'acteur Pierre Arditi, le comédien Fabrice Luchini, ou le présentateur de télévision Stéphane Bern, qui a organisé de nombreux dîners chez lui pour ses amis « Emmanuel et Brigitte » où ils ont pu croiser la journaliste Claire Chazal ou l'animateur Marc-Olivier Fogiel. Son conseiller à la culture durant la campagne, l'énarque Marc Schwartz, ancien médiateur du livre, lui, avait testé les intentions de l'éditrice Françoise Nyssen, propulsée ministre de la Culture, dont il est devenu le directeur de cabinet. Il est en lien avec Claudia Ferrazzi (lire ci-dessous), la conseillère culture de l'Elysée. ■ V. N.

## CLAUDIA FERRAZZI, LA CULTURE FRANCO-ITALIENNE



PIER MARGO TACCAGNETTI IMAGES/AFP

**A**vec son mari Fabrice Bakhouché, ancien directeur de cabinet de la ministre de la Culture Fleur Pellerin – et qui a rejoint Hachette Livre –, la Franco-Italienne Claudia Ferrazzi, 40 ans, a participé à la campagne du président comme experte, sous la houlette de

Marc Schwartz. Emmanuel Macron a finalement choisi cette énarque native de Bergame, diplômée de sciences politiques à Milan et à Bruxelles, comme conseillère culture auprès de lui. Il l'a côtoyée à l'ENA et à l'Inspection des finances, après qu'elle a fait un détour par le secteur

privé (Capgemini, Boston Consulting Group). Ayant été administratrice générale adjointe du Louvre entre 2011 et 2013, puis secrétaire générale de la villa Médicis à Rome jusqu'en 2016, elle connaît la gestion des grands établissements et le monde des arts.

V. N.